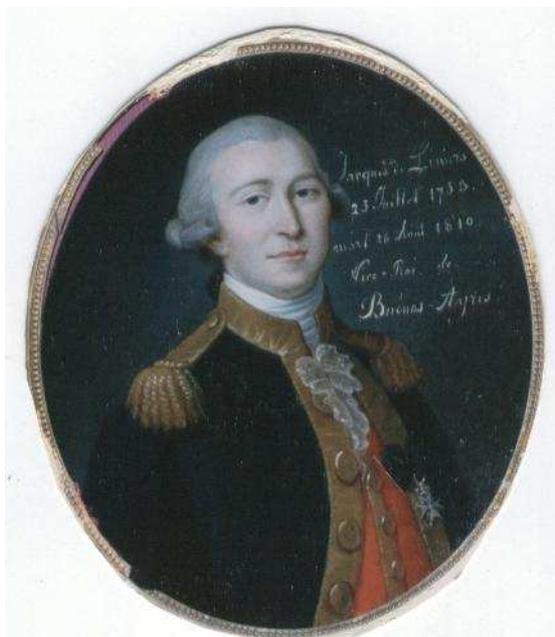


Ces pages sont l'œuvre de Jean Gabriel PELTIER (1760-1825), fondateur de la revue, anti républicaine, puis anti napoléonienne, *L'Ambigu*, publiée à Londres entre 1802 et 1820. Probablement inspirées par un mémoire rédigé par Jacques de LINIERS lui-même, en janvier 1810, à l'attention de l'auteur, ami de son frère le comte de LINIERS. Elles ont été presque intégralement reprises dans l'édition de Times du 24 août 1810, soit deux jours avant l'exécution de Jacques de LINIERS. Elles ont également été traduites pour Napoléon par la Secrétaire d'Etat.



***Notices biographiques sur Don Santiago de Liniers
ci-devant vice-roi par intérim du Paraguay***

(L'Ambigu n° 266 du 20 août 1810)

« Nous donnons ci-après les détails de la révolution de Buenos Ayres. Nous croyons devoir le faire précéder de quelques notices biographiques sur un militaire qui, après avoir joué le plus grand et le plus brillant rôle dans cette partie du monde, s'est trouvé tout à coup éclipsé par un parti puissant, poursuivi et calomnié de la manière la plus indigne, et sera peut être obligé, comme un autre Thémistocle, de venir un jour chercher un asile sur les terres du grand roi qu'il a honorablement combattu. Nous nous sommes occupés depuis longtemps de recueillir des renseignements authentiques sur ce Don Santiago LINIERS dont le nom chevaleresque sera indissolublement attaché à celui de Buenos Ayres, tant qu'il subsistera une seule maison de cette ville pour attester qu'elle en fut le site, et même longtemps après que toute trace en sera effacée. Nous espérons que ces notices ne seront pas lues sans intérêt, quelque incomplètes qu'elles soient. Le problème à résoudre pour les politiques d'Europe : « s'il est possible que le défenseur de Buenos Ayres ne fut qu'un traître et un ambitieux » ne pouvait être dans aucun temps dépourvu d'intérêt, mais les circonstances lui en donnent encore un nouveau. On va voir dans les notices qui suivent un exemple frappant d'injustice et de perversité. Nous espérons qu'après les avoir lues, il n'y aura plus aucun doute sur les droits que le chevalier LINIERS possède à l'estime de ses concitoyens d'Europe, de la famille de ses souverains et même de ses anciens ennemis. Nous nous sommes livrés à ce travail avec d'autant plus de zèle que nous avions à venger un compatriote, un ami, un serviteur fidèle et loyal de la maison de Bourbon.

*
* *

Le chevalier de Liniers est né à Niort en Poitou, d'un gentilhomme qui, après avoir servi quelques temps dans la marine, se maria avec une demoiselle de BREMONT dont il eut neuf enfants, dont le chevalier était le quatrième. A douze ans, il fut reçu dans l'ordre de Malte, où il fut page du grand maître PINTO. A quinze ans, il retourna en France. Son inclination et ses études le portaient au service de la mer, mais le duc de CHOISEUL, ami du comte de BREMONT, commandeur d'Amboise, oncle du jeune LINIERS, s'y opposa et lui envoya son brevet de sous-lieutenant avec appointment à la suite du régiment de Royal-Piémont cavalerie. Le protecteur de M. de LINIERS ayant succombé sous les intrigues de madame DUBARRY, le chevalier se trouvait attaché à un service pour lequel il n'avait aucune inclination et dans lequel il avait l'unique perspective d'être à quarante ans lieutenant de cavalerie. Il forma dès-lors le projet d'aller servir dans les pays étrangers, résolution qui fut encore accélérée par les dérangements de ses affaires, où des passions un peu vives l'avaient précipité.

M. de LINIERS passa en Espagne en l'année 1774. Il y entra en 1775 dans la marine royale. Il fut employé pour son début à l'expédition d'Alger, commandée par le comte O'REILLY. Le vaisseau sur lequel il était embarqué fut destiné à détruire les batteries qui s'opposaient au débarquement. Lorsqu'il s'effectua, le prince Camille de ROHAN qui se trouvait à l'expédition comme volontaire, demanda M. de LINIERS pour son aide de camp ; il servit ainsi sur terre pendant cette malheureuse expédition.

Au commencement de l'année 1776, il fut embarqué sur le vaisseau La Princessa, et fit une campagne en Méditerranée.

A son retour, il fut nommé capitaine en second sur le brick de guerre Le Hope, faisant partie d'une escadre et d'un convoi destinés contre les établissements portugais en Amérique. On leur prit dans cette campagne l'île Sainte-Catherine et la colonie du Saint-Sacrement. On marchait à la grande rivière de San Pedro, lorsque les dépêches de la Cour apprirent les préliminaires de la paix entre le Portugal et l'Espagne.

De retour en Espagne, il fut embarqué au Ferrol sur le vaisseau Le San Vincente, commandant de la division qui fit partie de l'armée combinée aux ordres du comte d'ORVILLIERS, en 1780. La campagne finie, il fut transféré à bord du vaisseau La Conception, vaisseau commandant de la seconde escadre de Don Miguel GASTON, dans la flotte de Don Luis de CORDOVA. En se rendant à Cadix, la flotte espagnole rencontra et dispersa un convoi anglais destiné pour les deux Indes. Quelques canots armés ayant été mis sous les ordres de M. de LINIERS, alors lieutenant de vaisseau, il s'empara à l'abordage du premier bâtiment de ce convoi, armé en lettre de marque et monté de vingt-quatre canons de 12 et de soixante hommes d'équipage, qu'il conduisit à Cadix.

L'année suivante, il passa sur le vaisseau Le San Laurente, destiné à aller croiser sur le Cap Saint Vincent, avec une division de cinq vaisseaux et une frégate pour attendre l'atterrage de l'escadre du comte de GUICHEN, attendue avec un riche convoi.

Au retour, il passa sur le vaisseau Le San Pasquale, destiné à l'expédition du duc de CRILLON contre Mahon. Commandant une chaloupe armée, il y enleva deux bâtiments richement chargés qui étaient amarrés à portée de fusils du port de la Reine. Ce fait d'arme est rapporté avec tous ses détails dans la Gazette de France du mardi 11 décembre 1781. Il valut au chevalier de LINIERS le quatrième grade dans la marine espagnole. Pendant le reste du siège, il fut alternativement employé au commandement des chaloupes et barques canonnières établies à terre. La conquête de Mahon lui valut un autre grade et le commandement d'un brick de dix-huit canons qu'il eut la liberté d'armer à son gré, et qui fut destiné à convoyer les prisonniers de la garnison jusqu'au détroit de Gibraltar. Il fut ensuite employé quelque temps au blocus de cette place.

Peu de temps après, il eut le commandement du cutter Le Tartare de 24 canons, et alla à Tanger pour y recevoir des piastres de l'empereur du Maroc et les porter à Cadix.

De retour à Algésiras, il y trouva les prames à peu près prêtes et malgré la mauvaise opinion qu'il avait de la réussite de l'espèce d'attaque qu'on se proposait contre Gibraltar, opinion qu'il avait manifestée hautement, et que M. d'ARSON lui-même n'ignorait pas, il alla offrir ses services à cet officier qui les accepta de la meilleure grâce du monde et il eut le commandement en second de La Talla Piedra, commandée par le prince de NASSAU.

Après être échappé des flammes qui consumèrent cette batterie flottante, et à dix sept heures du feu le plus terrible, M. de LINIERS reprit le commandement de son brick, Le Fincastle, avec lequel il prit, à la vue de la flotte de l'amiral HOWE qui venait d'entrer dans la Méditerranée, la lettre de marque anglaise L'Elisa de 22 canons, portant une compagnie d'artillerie et tout l'habillement d'un régiment.

La paix s'étant faite en 1783, M. de LINIERS passa au département de Carthagène. Le cabinet de Madrid voulant obliger les nations barbaresques à la paix, crut avec raison que le meilleur moyen d'y parvenir était de négocier à coups de canon. Il organisa en conséquence un armement de quatre frégates de 44 canons et trente chaloupes canonnières et bombardes. Le général en chef de l'expédition Don Antonio BARCELO, demanda à la Cour M. de LINIERS pour le commandement d'une des frégates ; mais les Maures ayant eu avis de ces préparatifs entrèrent en négociation et M. de LINIERS alla à Tripoli avec sa frégate pour conclure la paix avec le Bey, lui porter de riches présents et recevoir tous les esclaves espagnols et italiens qui se trouvaient dans les prisons de cette régence et qui avaient échappé à la peste qui y faisait alors des dégâts affreux. Il alla faire quarantaine à Mahon d'où il se rendit au Ferrol. Au bout de quelques mois, il eut ordre de s'embarquer à Vigo sur une frégate destinée à lever le plan des côtes d'Espagne et à essayer un loch nouveau qu'il avait inventé. Quelques services peu importants dans les escadres d'évolution remplirent l'intervalle qui s'écoula jusqu'au mois de septembre 1788.

A cette époque, M. de LINIERS fut destiné au commandement en second des forces navales en station à la Rivière de la Plata.

Dans la guerre de 1796 à 1802, il fut nommé commandant en chef des chaloupes canonnières et obusières de cette station ; il y tint en respect les croiseurs qui se présentèrent de temps à autre, faisant mine de vouloir attaquer les mouillages de Maldonado et même de Montevideo.

La paix trouva le chevalier de LINIERS dans la plus triste situation, père de huit enfants, réduit à la misère par de fausses spéculations de son frère et obligé de retourner en Espagne pour réclamer contre un passe-droit qu'il venait d'éprouver pour le grade de brigadier.

Dans cette situation, il regarda comme le comble du bonheur d'obtenir du vice-roi le gouvernement par intérim des Missions Tapes et Guaranis du fameux royaume que les jésuites avaient fondé dans l'intérieur du Mexique, en un mot de ce pays dit l'El Dorado sur lequel on a débité tant d'absurdités et dont le père CHARLEVOIX a dit quelque chose dans son histoire du Paraguay, tout en y joignant des anecdotes ridicules.

Employé pendant deux années à ce gouvernement, M. de LINIERS les passa à parcourir ce pays afin de le bien connaître. Des personnes qui lui en ont entendu parler assurent qu'il en fait un tableau enchanteur. Ses sites retracent la description que le TASSE a faite des jardins d'Armide. Rien de comparable à la richesse de ce sol et à la variété étonnante de ses productions. Il produit à lui seul et dans la plus grande abondance toutes les gommes et résines de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique septentrionale. Ce pays, sous une administration intelligente et bienfaisante, pourrait rapporter presque sans frais et sans travail, le double et le triple de Potosi. Malheureusement, ces contrées si favorisées de la nature, autrefois le séjour de l'innocence et du bonheur, ne sont plus aujourd'hui que le séjour du crime, et le théâtre des vexations les plus horribles et des abus d'autorité les plus révoltants. En parcourant ces vastes contrées, en contemplant le spectacle de ce qui reste aujourd'hui des établissements qui furent fondés naguère par des hommes pleins de zèle vraiment héroïque qui, sans autres armes que la persuasion, la douceur et l'harmonie, soumirent des nations barbares et anthropophages à l'état de la civilisation et les firent passer successivement des connaissances utiles jusqu'à la pratique des arts d'agrément, le philosophe, l'homme d'Etat, le cœur sensible sont également affectés du contraste qu'ils présentent aujourd'hui. M. de LINIERS fit beaucoup de plans, présenta plusieurs mémoires tendant à accroître la prospérité de ce pays et conséquemment celle de la mère patrie. Non seulement on ne fit aucune réponse à ces Mémoires, mais on lui nomma un

gouverneur prioritaire d'un grade inférieur au sien, et plein d'ignorance et de préjugés. Cet acte d'injustice ne refroidit point son zèle pour le bien de l'Etat. Le désir de connaître plus particulièrement la partie nord de ce continent, et surtout l'immense rivière du Paraguay, lui fit faire, pour son retour, un long voyage dans ces provinces. Dans ce voyage, il eut le malheur de perdre une épouse chérie, aimable et vertueuse compagne de ses travaux, une de ses filles et deux esclaves.

A son arrivée à Buenos Ayres, M. de LINIERS trouva la guerre déclarée et la ville dans la consternation par l'apparition d'un corsaire ennemi dans la rivière de la Plata. Cette station qu'il avait mise en état, la guerre précédente, de ne craindre aucune attaque par mer, était alarmée par la présence d'un brigantin. M. de LINIERS demanda au vice-roi la permission d'armer deux goélettes, ce qui lui fut accordé ; mais malgré toute l'activité qu'il mit dans son armement, le corsaire qui avait des correspondants à terre en fut instruit et n'attendit pas qu'on allât le chercher. Le chevalier renouvela les plans de défense qu'il avait formés pour la rivière de la Plata ; mais tout ce qu'il put obtenir fut de faire passer quatre chaloupes canonnières à Buenos Ayres, et deux à la Ensenada ou crique de Barragan. Avec ses deux goélettes, il donnait convoi au cabotage de Buenos Ayres à Montevideo. A son arrivée dans ce dernier port, il apprit qu'il venait de mouiller à Maldonado le vaisseau de la Compagnie des Philippines Le Santo Domingo, avec un chargement prit à Canton et à Manille que le capitaine estimait, vu les circonstances, valoir deux millions de piastres. Il n'osait pas s'exposer à sortir de son mouillage par la crainte de plusieurs corsaires qui croisaient à la vue de Maldonado. M. de LINIERS ayant demandé à aller le délivrer avec ses goélettes, sa proposition fut acceptée ; il se rendit à Maldonado où il donna au capitaine du Santo Domingo l'ordre du départ et celui qu'en cas de rencontre, il ne songeât qu'à s'échapper, laissant aux goélettes du Roi le soin d'occuper l'ennemi, fut-il même en forces supérieures, l'opinion de M. de LINIERS étant qu'il importait peu que deux goélettes fussent maltraitées ou même détruites pour sauver au commencement d'une guerre une cargaison aussi riche. Son dévouement ne fut pourtant pas mis à l'épreuve. Il fut décidé que le bâtiment de la compagnie viendrait à Montevideo et qu'il y déchargerait sa cargaison qui, de là, serait transportée par les caboteurs jusqu'à Buenos Ayres.

Le vice-roi avait commis une grande faute politique en renvoyant au Cap de Bonne Espérance les prisonniers anglais qui, ayant eu assez longtemps la ville de Buenos Ayres pour prison, avaient eu tous les moyens d'observer les parties faibles de la place et l'insuffisance des forces destinées à sa défense, et en général à celle de toutes la colonie. Le commodore Sir Home Popham apprit par ces prisonniers l'état où se trouvait Buenos Ayres.

On avait coutume d'envoyer en temps de guerre toutes les troupes à Montevideo, malgré les représentations qu'avait toujours faites M. de LINIERS, que Buenos Ayres était plus exposée à un coup de main que Montevideo. Excité par l'espoir des grands avantages que l'attaque d'une place aussi riche que Buenos Ayres promettait à un général qui était aussi bon spéculateur qu'habile militaire, Sir Home Popham hâta l'équipement de l'expédition contre cette colonie. Le succès de ce projet aurait pu faire oublier l'imprudente précipitation avec laquelle on l'exécuta si, après la prise de Buenos Ayres, les commandants anglais eussent suivi l'exemple de l'immortel Du Guay Trouin à Rio de Janeiro, en rançonnant la place et se retirant ensuite ; mais l'ivresse du succès, la vanité et le défaut de jugement ont coûté cher à l'Angleterre dans cette occasion.

L'expédition anglaise arriva dans la rivière de la Plata. Un officier qui l'avait signalée d'un bâtiment léger, en apporta la nouvelle au marquis de SOBREMONTTE, vice-roi, qui en conçut les plus vives alarmes. Il ordonna à M. de LINIERS de se rendre à Ensenada. Celui-ci lui observa qu'il serait plus à même de contribuer à la défense de la ville en restant sur les lieux et en s'opposant à la descente de l'ennemi avec le peu de forces navales qu'il avait ; il déclara en même temps qu'il était prêt à obéir aux ordres du vice-roi, mais qu'il exigeait que tous les officiers de la côte d'Ensenada fussent mis sous ses ordres. Le marquis de SOBREMONTTE lui répondit durement et lui ordonna de partir sur le champ. M. de LINIERS obéit, persuadé que tout était perdu. Il arriva à Ensenada où aucun ordre n'avait été donné aux officiers ; cependant, comme il est assez ordinaire en temps de danger que les gouvernés aient quelques fois plus d'instinct que les gouvernants n'ont de jugement, chacun s'empressa de se mettre sous les ordres de M. de LINIERS.

Il fit aussitôt ses préparatifs pour défendre ce poste au moyen de deux chaloupes canonnières, d'un vaisseau marchand, de deux pièces de campagne, de trois cents hommes de mêlée, et d'un fort tombant en ruine. Les Anglais tenteront la descente mais voyant la résolution des troupes, ils se rembarqueront et longeront la côte. M. de LINIERS envoya un messenger au vice-roi pour lui annoncer qu'à juger d'après le nombre des vaisseaux qui composaient le convoi, il ne pouvait avoir que deux mille hommes à bord ; observant en même temps qu'un commandant qui après avoir fait mine d'attaquer, se retirait sans essayer ses forces donnait, par sa circonspection, lieu de soupçonner sa faiblesse. Le vice-roi se contenta d'envoyer quelques milices mal armées sur la côte et laissa le général BERSEFORD débarquer sans opposition à quatre lieues de Buenos Ayres, sur une côte marécageuse que les troupes anglaises eurent beaucoup de peine à traverser. La Léda de 44 canons fut le seul bâtiment qui protégeât leur débarquement. Il est évident que si M. de LINIERS avait pu, en raison des bas-fonds, placer sa flottille entre la frégate et la côte, il aurait pu, avec quelques décharges de mitraille de ses chaloupes canonnières, écraser les troupes qui étaient au milieu de la vase. Mais tout s'enfuit devant les Anglais ; le vice-roi fut le premier qui se retira, laissant à l'officier supérieur le soin de faire la capitulation qu'il jugerait la plus avantageuse.

Tandis que les Anglais marchaient comme en parade, de Barracas à Buenos Ayres, M. de LINIERS revenant à l'Ensenada, entendit d'une hauteur deux légères décharges de mousqueterie, après lesquelles le feu cessa. Il en conclut que la ville s'était rendue et, s'en retournant, il alla à une maison de campagne qu'il avait à six lieues de Buenos Ayres. Un paysan qu'il avait envoyé pour prendre des renseignements lui apprit qu'en effet, la ville avait capitulé et que le général anglais en avait pris possession.

La première idée de M. de LINIERS fut de partir sur le champ, malgré le temps affreux qu'il faisait, de passer la Parama à 50 ou 60 lieues de Buenos Ayres et de se rendre à Montevideo ; mais, après y avoir réfléchi, il résolut de tâcher d'obtenir la permission d'entrer dans la ville, afin de s'instruire des forces de l'ennemi et de voir de ses propres yeux les ressources que pourraient lui offrir les circonstances et les avantages qui pourraient en résulter. Il envoya, en conséquence, un homme de confiance au général BERSEFORD pour lui dire que n'ayant pas eu l'honneur d'être attaqué dans le poste confié à ses soins, il n'était point compris dans la capitulation, mais qu'il lui demandait la permission d'entrer dans la ville pour voir ses enfants et mettre ordre à ses affaires. Le général anglais lui répondit très poliment, lui accorda sa demande en l'assurant qu'il était maître d'entrer dans la ville et d'en sortir quand il lui plairait.

En conséquence, M. de LINIERS vint à Buenos Ayres dont il trouva les habitants consternés et honteux d'avoir été pris par une poignée d'hommes. Ils étaient surtout indignés de la conduite du vice-roi. On proposa à M. de LINIERS, pour arracher la ville au pouvoir des Anglais, plusieurs projets, les uns ridicules, les autres dangereux. Il exposa les suites d'une semblable tentative. Il représenta que comme on s'était rendu de bon gré, et que les magistrats avaient prêté le serment de fidélité, les insurgés exposeraient la ville à être saccagée si leur projet ne réussissait pas et que le succès même ne pourrait justifier la violation d'un traité solennel ; qu'ils devaient attendre leur délivrance de Montevideo où il allait se rendre pour faire les préparatifs nécessaires à cet effet.

Après avoir pris tous les renseignements qu'il souhaitait, M. de LINIERS quitta secrètement Buenos Ayres. On fut bientôt instruit de son départ et les agents du gouvernement mirent tout en œuvre pour l'arrêter ; mais il trompa leur vigilance et après un voyage vraiment extraordinaire, il arriva à la Colonie du Saint Sacrement d'où il écrivit au gouverneur de Montevideo, lui faisant part de son arrivée, de ses projets relativement à Buenos Ayres et lui demandant s'il pouvait lui fournir 500 hommes de troupes d'élite. Il suivit de près sa lettre et trouva une expédition préparée sur le plan qu'il avait formé. Il demanda au gouverneur, sous les ordres duquel il était, le commandement de l'avant-garde. Depuis quelques jours, on s'occupait avec beaucoup d'activité de ces préparatifs, le vice roi ayant écrit au gouverneur de Montevideo qu'il s'était rendu à Cordoue pour y rassembler des troupes et attaquer Buenos Ayres, lui enjoignant de lui envoyer des armes et quelques compagnies de troupes de ligne. D'un autre côté, on avait reçu de Buenos Ayres la nouvelle que le commodore se proposait de bombarder Montevideo et l'on ne put plus en douter quand on aperçu plusieurs vaisseaux anglais, outre ceux qui déjà bloquaient le port. Toutes ces circonstances donnèrent lieu à un conseil de guerre, dans lequel le gouverneur de Montevideo lut des dépêches du vice roi et exposa les raisons qui le

portaient à croire que la place confiée à ses soins et dont il considérait la défense comme son premier devoir, devait être attaqué et déclara que, non seulement il ne se croyait pas autorisé à prendre le commandement de l'expédition projetée, mais qu'aucune considération ne pourrait le faire consentir à s'affaiblir en se séparant d'une partie de ses troupes. Cependant, M. de LINIERS observa au conseil que si Buenos Ayres restait au pouvoir des Anglais, Montevideo succomberait tôt ou tard ; qu'il proposait d'attaquer Buenos Ayres avec 500 hommes ; que dans le cas où il ne réussirait pas, Montevideo succomberait sans doute plus tôt, mais aussi qu'en cas de succès les deux villes seraient sauvées. Le conseil de guerre se rangea de l'avis de M. de LINIERS.

Buenos Ayres fut repris le 12 août 1806. Il est inutile d'entrer dans le détail que les journaux officiels espagnols et anglais ont fait connaître à toute l'Europe.

L'entier succès de cette entreprise mérita à Don Santiago LINIERS (c'est ainsi que nous le nommerons dans la suite) la confiance illimitée des habitants. Il en profita pour leur inspirer le sentiment de leurs forces pour les porter à l'obéissance et à la pratique constante des armes, les persuadant qu'elles deviendraient formidables entre leurs mains s'ils ne se relâchaient de leur docilité et de leur persévérance.

L'enthousiasme que de Don Santiago sut inspirer aux habitants de Buenos Ayres fut tel que les artisans abandonnèrent leurs ateliers, les marchands leurs comptoirs, les avocats leur étude pour apprendre à manier un fusil ou à servir un canon ou à marcher au son du fifre et du tambour. On fabriqua des piques et des baïonnettes, on raccommoda des fusils, on creusa des fossés, on planta des palissades, etc., et les habitants s'exerçaient journellement au maniement du fusil et au service du canon.

Ce qui ne contribua pas moins à exciter l'émulation, ce fut l'attention qu'eut Don Santiago de distinguer chaque corps par un uniforme différent d'après les provinces respectives ; ainsi, l'Andalou, le Biscayen, l'habitant de la Montagna, le Catalan, etc., disputaient de zèle et d'application. Les créoles de leur côté sous les noms de Patricios et de Cerrevenos s'efforçaient de surpasser les Européens. Les noirs eux-mêmes et toutes les castes libres participaient à cet élan de patriotisme. On manquait de plomb, les gouttières des maisons, les vases d'étain furent fondus. Lima et le Chili fournirent de la poudre à canon qui fut transportée à travers les Andes à dos d'hommes et dans des bouteilles qui avaient renfermé des liqueurs ou d'autres objets de luxe. Les terrasses des maisons, auparavant couvertes de pots de fleurs ou de caisses d'orangers, furent garnies de pots à feu ou de grenades. En un mot, la voix d'un seul homme fit d'une ville opulente et voluptueuse, une nouvelle Lacédémone. Les prêtres mêmes par leurs exhortations, leurs écrits et en assistant à tous les exercices, prouvèrent aux habitants que l'amour de la Patrie et la fidélité au légitime souverain sont les premiers devoirs du chrétien.

Le général WHITELOCKE ne tarda pas à éprouver, à son préjudice, ce que peuvent des hommes qui combattent pour leurs femmes, leurs enfants, leurs propriétés et leur indépendance. Le 5 et le 6 juillet 1807 seront des jours à jamais mémorables dans les annales de la nation espagnole, ainsi que le traité qui rendit au roi une forteresse importante qui avait coûté cher aux Anglais quelques mois avant les événements de Buenos Ayres.

Pendant le siège de Montevideo, Don Santiago avait proposé à ses volontaires de marcher avec lui au secours de cette place. Il en choisit 3000 avec lesquels il fit, à pied, deux marches forcées, chose inouïe dans ce pays, mais au milieu de sa marche, il apprit que Montevideo s'était rendu. Son espoir était déçu ; il retourna donc à Buenos Ayres pour achever ses préparatifs de défense.

Après des succès si éclatants, on croirait que Don Santiago se flattait de l'espoir de recevoir de la Cour les faveurs les plus signalées, d'obtenir même la dignité de vice roi d'un pays qu'il avait défendu et pour ainsi dire reconquis ; mais il songea que la popularité qu'il avait acquise dans ces occasions, les différentes relations où il se trouvait par un séjour de 17 ans à Buenos Ayres (il avait épousé une créole de cette ville) seraient autant d'obstacles à ce qu'il put soutenir d'une manière convenable la dignité de chef suprême ; outre que tous les principes de subordination étaient nécessairement relâchés par le nouvel ordre des choses et que les habitants auraient plus de répugnance à obéir à un chef avec lequel ils avaient vécu dans une espèce de familiarité qu'à un étranger, d'autant plus que la voix sévère des lois qui dans la bouche du premier paraîtrait dure et désagréable, ne paraîtrait dans celle

de l'étranger que conforme aux devoirs de sa place. Dans ses représentations à la Cour, Don Santiago insista vivement sur la nécessité d'envoyer à la rivière de la Plata un vice roi rempli d'énergie et d'intégrité et surtout de le faire accompagner de deux régiments de troupes de ligne. Il se conduisit dans cette affaire comme un sage médecin qui après avoir fait usage de rafraichissants dans une maladie inflammatoire, ou de toniques dans une maladie de langueur, est obligé dans les deux cas, aussitôt que les symptômes l'avertissent que le danger est passé, de recourir aux remèdes opposés afin de rétablir l'équilibre dans l'organisation. Santiago était persuadé qu'il en est de même du corps politique et que l'impulsion militaire donnée à un peuple avec le sentiment de sa propre force, quoiqu'utile et nécessaire dans certaines occasions, peut devenir très funeste dans d'autres circonstances. En conséquence, il proposa d'accorder des marques de distinction aux citoyens qui s'étaient signalés et des récompenses aux parents de ceux qui avaient versé leur sang pour le salut de la patrie, mais il mit en même temps tous ses soins à ce que l'artisan retournât à son atelier, le négociant à son comptoir. Il ne demanda pour lui-même que la place d'inspecteur général du pays afin d'organiser ses moyens de défense et de faire usage de ses connaissances topographiques qu'il avaient acquises pour perfectionner les méthodes d'exploiter les mines et pour ouvrir des routes et des communications d'une province à l'autre, et faciliter ainsi les opérations du commerce qui par la difficulté des transports met à peine en circulation la centième partie des matières premières dont abonde cette partie du globe.

Malheureusement, l'Espagne gémissait alors sous la tyrannie d'un favori aussi ignorant que vicieux. Les projets de Don Santiago LINIERS ne furent point adoptés. Il fut nommé vice roi ad intérim mais on ne lui envoya pas un mot d'instruction. Il se trouvait entièrement abandonné à lui-même au moment où éclata la catastrophe suscitée en Espagne par l'infâme, l'exécrable Napoléon ; et l'on reçut en même temps à Buenos Ayres la nouvelle de la chute de GODOY, de l'abdication de CHARLES IV et de la proclamation de FERDINAND VII qui fut reçue dans toutes les parties de l'Espagne avec acclamation.

On avait déjà fait à Buenos Ayres des préparatifs pour l'auguste cérémonie de la prestation du serment de fidélité et pour les divertissements et les fêtes publiques qui devaient l'accompagner quand un émissaire de Napoléon arriva avec des dépêches au nom de CHARLES IV annonçant l'abdication qu'il avait faite en faveur de son fils était nulle, qu'il avait repris ses droits et qu'il s'en était servi pour les céder pleinement à son ami Buonaparte qui les transmettait à son frère Joseph, roi de Naples. Ces dépêches étaient signées par les anciens ministres de la guerre et des finances qui, aussi bien que les ministres de Napoléon, envoyaient des lettres particulières à Don Santiago de LINIERS, l'exhortant à se soumettre au nouvel ordre des choses, lui faisant les offres les plus flatteuses de lui conserver la vice royauté et le rendant responsable de tous les événements en cas de résistance.

Le porteur de ces dépêches était le baron de SASSENAY. Il avait été député de la Bourgogne aux Etats généraux, il émigra et servit dans l'armée de CONDÉ pendant la première campagne de la Révolution ; il passa ensuite en Amérique et, devenu citoyen des Etats-Unis, il fit en qualité de négociant deux voyages à la rivière de la Plata. L'amour de la Patrie le rappela en France et le fit quitter l'heureux asile où il avait joui de la tranquillité. Le tyran l'arracha du sein de sa famille, le fit enlever par la gendarmerie de sa terre aux pieds des Pyrénées et le força de se charger de ces dépêches et de mettre à la voile dans 24 heures sans dire adieu ni à sa femme ni à ses enfants et même sans lui donner le temps de se pourvoir d'autres habits de voyage que ceux qu'il put se procurer à la hâte à Bayonne.

Don Santiago LINIERS n'apprit le nom de cet envoyé extraordinaire que quelques heures après son arrivée à Buenos Ayres. Il eut néanmoins le temps de réfléchir à la manière de recevoir un émissaire de cette espèce et résolut de ne le recevoir qu'en présence des magistrats et de deux membres de la municipalité. Le baron de SASSENAY s'approchant de Don Santiago lui tendit les bras comme à un ancien ami. Il fut très surpris de la manière dont Santiago répondit à ces démonstrations d'amitié. Celui-ci lui dit en espagnol qu'il ne voyait en lui que l'envoyé de NAPOLÉON et qu'il eut à exposer le but de sa mission, en présence des personnes qu'il voyait assemblées. M. de SASSENAY ouvrit alors son porte manteau et mit toutes ses dépêches sur la table devant Don Santiago qui ordonna qu'elles fussent ouvertes et lues à haute voix. A cette lecture, l'indignation de l'assemblée fut inexprimable. Don Santiago dit à l'envoyé qu'il avait reçu de bonne part l'ordre de proclamer FERDINAND VII roi

d'Espagne et des Indes, que lui (Don Santiago) ne recevrait point d'ordres de l'Empereur des Français et que la cérémonie de prestation du serment de fidélité qui n'avait été différée que pour donner plus d'éclat à la proclamation, aurait lieu sans délai¹.

Dans cette conjoncture, il était nécessaire d'instruire le peuple du but de l'arrivée d'un émissaire envoyé par un homme qui peu de semaines auparavant était regardé dans le pays comme le plus puissant allié de Charles IV. Les magistrats qui avaient été présents à la réception jugèrent qu'il serait dangereux de divulguer le secret de sa mission. Don Santiago convoqua le Conseil afin de délibérer sur les mesures à prendre dans une affaire aussi délicate. Les secrétaires dressèrent une proclamation qui fut approuvée par tous les membres du Conseil. Cette proclamation que l'on a imputée à Don Santiago est la seule dont il ne soit pas l'auteur.

Au milieu des fêtes et des cérémonies, de la prestation du serment de fidélité à FERDINAND, un envoyé de la Junte de Séville vint annoncer que les Espagnols s'étaient levés en masse pour chasser l'usurpateur du trône de leur jeune roi, que l'on avait déclaré la guerre à la France, fait la paix avec l'Angleterre et que les premières opérations militaires des Espagnols avaient été marquées par d'éclatants succès. Toutes ces nouvelles furent reçues avec des acclamations de joie. On devait supposer qu'il ne restait autre chose à faire que d'envoyer des secours d'argent à la métropole et à régler le commerce qui désormais n'aurait plus rien à redouter de la part des maîtres des mers. Mais si d'un côté l'on n'avait plus rien à craindre des ennemis extérieurs, on avait tout à redouter de la part des factieux, ignorants et ambitieux qui avaient longtemps nourri des projets d'indépendance et qui d'ailleurs étaient soutenus et encouragés par des intrigues secrètes dont nous parlerons plus au long dans la suite.

Quelle conduite devait tenir un officier qui, depuis 35 années, était au service de Sa Majesté Catholique, le représentant de FERDINAND VII, enfin le vice roi ? Quel rôle devait-il jouer dans des circonstances aussi critiques ? Il ne pouvait hésiter. Doublement sujet de la maison de Bourbon, et par sa naissance et par son emploi, il sacrifia une partie de sa popularité à sa loyauté, ses intérêts personnels à ce qu'il sentait être son devoir. Né chevalier, il agit comme il convenait à un chevalier d'agir. Homme d'honneur, il opposa une vigoureuse résistance à un projet extravagant et déloyal et aux tentatives d'un cabinet voisin. Cette résistance lui attira des persécutions sans nombre et ses efforts pour conserver à FERDINAND VII le royaume du Paraguay ont été représentés par la calomnie comme le résultat d'un plan qui devait le mettre au pouvoir du vil usurpateur qui, à cette époque, souillait par sa présence l'ancienne résidence du roi d'Espagne. »

Jean Gabriel PELTIER

Source :

Traduction effectuée pour Napoléon par la Secrétairerie d'Etat
L'Ambigu n° 266- Londres, 20 août 1810
Archives nationales – ref. AF^{IV} 1567

Gaëtan de Raucourt
25 février 2008

¹ M. de SASSEY ayant été conduit à Cadix avec d'autres prisonniers français, sa femme se rendit à Londres pour solliciter son élargissement. Elle l'obtint en effet au moment qu'elle apprit qu'il était à bord d'un vaisseau prison que les prisonniers avaient conduit de l'autre côté de la baie de Cadix et qu'ainsi, son mari était déjà en liberté.

